INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les flux en baisse pour l'Algérie

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré une tendance baissière pour l'Algérie, suivant la tendance mondiale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le rapport mondial sur l'investissement 2012, élaboré par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), rendu public officiellement hier, indique. Présenté hier à l'hôtel El Djazaïr par un expert de la Division investissements et entreprises de la Cnuced, Kalotay Kalman, sous l'égide de l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi), ce rapport indique qu'entre 2006 et 2012, les flux d'IDE (définis en termes de prise de participation supérieure à 10% et participation à la gestion des sociétés transnationales, STN) ont fluctué essentiellement vers la baisse.

Ainsi, les entrées d'IDE en Algérie, estimées en 2006 à 1,7 milliard de dollars, ont baissé à 1,484 milliard de dollars en 2012, après avoir atteint un pic à 2,7 milliards de dollars en 2007. Quant aux sorties, le rapport indique une diminution sensible de 0,5 milliard en 2011 à 0,25 milliard en 2012. Une tendance baissière dans le cas de l'Algérie que l'expert de la Cnuced a liée certes à des considérations statistiques, mais aussi à la planification et à la maturité des projets d'investissements, voire à l'attentisme des investisseurs dans le contexte de crise économique mondiale. Ainsi, cette diminution n'est pas liée aux modifications réglementaires, aux dispositions sélectives voire aux restrictions imposées aux investisseurs étrangers depuis 2009, laisse-t-on entendre. A ce propos, Kalotay Kalman a relevé une tendance à la hausse du nombre de pays qui adoptent des démarches similaires, de 6% en 2000 à 25% en 2012. A contrario, la tendance libérale a diminué de 94% en 2000 à 75% en 2012, même si cela ne signifie pas la fin du libéralisme, selon le représentant de la Cnuced.

Photo : DR

L'Algérie moins attractive et moins productive d'IDE.

Une tendance baissière constatée ainsi dans le monde, les flux d'IDE ayant ainsi diminué de 18% en 2012 pour s'établir à 1 350 milliards de dollars en 2012 contre 1 652 milliards de dollars en 2011. Des flux qui devraient avoisiner le même niveau en 2013 (de l'ordre de 1 450 milliards de dollars), même si la Cnuced prévoit une hausse à 1 600 milliards de dollars en 2014 et à 1 800 milliards de dollars en 2015, à charge, cependant, d'une reprise économique poursuivie, d'un retour de confiance des investisseurs.

Notons, également, que pour la première fois, les pays en développement ont absorbé davantage d'IDE que les pays développés, soit 52% des flux mondiaux. Cela même si les flux d'IDE vers ces pays ont légèrement diminué (de 4%) pour s'établir à 703 milliards de dollars, l'Afrique attirant davantage d'IDE.

Quant aux flux d'IDE en provenance des pays en développement, le rapport indique un volume de 426 milliards de dollars avec un triplement des flux en provenance de l'Afrique. D'autre part, les flux d'IDE vers les pays développés ont diminué de 32% pour s'établir à 561 milliards de dollars, tandis que les IDE en provenance de ces pays sont retombés à un niveau bas.

Notons également que parmi les 20 premières destinations et origines des IDE, l'on recense deux pays suceptibles d'être qualifiés de paradis fiscaux (Hong Kong et les Iles vierges britanniques). A ce propos, le représentant de la Cnuced en a pris certes acte tout en précisant que des dispositifs de régulation et lutte sont à l'œuvre. Néanmoins, le problème se pose, indique Kalotay Kalman, concernant les «véhicules spécifiques d'investissements», soit des sociétés écrans. Intervenant dans le débat, le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri, a tenu à préciser que les flux d'investissements sont «réglementés» en Algérie, notamment pour les sorties d'IDE.

En outre, il a estimé que si les IDE sont opportuns et que les investisseurs ont toute latitude d'investir via des pays liés à l'Algérie par des accords, il s'agit cependant de prévenir les risques, les effets négatifs.

C. B.

FATEH REBAÏ À PROPOS DE LA CANDIDATURE POTENTIELLE DE DJABALLAH POUR LES PRÉSIDENTIELLES DE 2014 :

«Ennahdha ne soutiendrait pas des lièvres»

Ennahdha tiendra son 5e congrès les 13 et 14 septembre prochain à la coupole du Complexe olympique du 5 juillet à Alger, a annoncé hier son SG, M. Fateh Rebaï, lors d'une conférence de presse tenue au siège du parti au Télemly à l'issue de la session ordinaire de son Madjlis Ec-choura (conseil consultatif).

M. Rebaï a ainsi énuméré les décisions prises par l'instance souveraine du parti. Sur le plan politique, le Madjlis Ec-choura a chargé le bureau exécutif du parti de «poursuivre les consultations avec tous les partis et les personnalités politiques de l'opposition dans toutes ses composantes, islamiste et laïque, dans le but de porter un candidat de l'opposition aux élections présidentielles de 2014.».

Dans ce contexte, le SG d'Ennahdha a invité les décideurs à «donner des garanties à une élection ouverte et transparente capable de faire valoir le choix du peuple».

M. Rebaï qui a estimé qu'une telle alternative ne peut se réaliser qu'à travers une «instance indépendante et affranchie de l'influence de l'administration et des partis au pouvoir», a, en effet, mis en garde contre le soutien d'un «candidat du consensus.».

«Imposer un candidat contre la volonté du peuple dans la conjoncture actuelle est une aventure hasardeuse. L'Algérie va le payer cash. Que les sages de ce pays qui veulent préserver la stabilité du pays s'abstiennent à soutenir des candidats comme ils l'ont fait lors des joutes électorales précédentes et donnent enfin la parole au peuple.», a-t-il déclaré.

M. Rebaï, qui s'est abstenu à citer des partis ou les noms de personnalités avec qui il est en train de composer en vue de cette échéance électorale, a souligné qu'il est prématuré d'évoquer des noms. Ennahdha, a-t-il indiqué, n'a pas encore choisi le candidat qu'il va soutenir.

A la question de savoir si Ennahdha entend soutenir son ancien leader Abdallah Saâd Djaballah s'il se présente pour ces présidentielles, Rebaï a eu cette réplique : «Notre position est claire. Nous ne savons pas, dans l'état actuel des choses s'il aurait les garanties nécessaires pour une élection libre et transparente. Ce qui est certain, par contre, c'est qu'Ennahdha ne soutiendrait pas des lièvres.».

Lyas Hallas

ASSEMBLÉE POPULAIRE DE LA WILAYA D'ALGER

Plusieurs projets à l'ordre du jour

La wilaya d'Alger dispose d'une enveloppe de près de 47 milliards de dinars pour l'année 2013 dont près de 45 milliards de dinars accordés aux programmes sectoriels décentralisés et 1,8 milliard de dinars pour les plans de développement communal. C'est ce qui a été révélé hier, lors des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya d'Alger.

De nombreux projets sont ainsi inscrits au programme de l'année 2013 et dans différents secteurs. Côté transports, des gares routières sont prévues à Bir Mourad Raïs, Dar El Beïda et Zéralda. Des pôles de correspondance seront également réalisés à Réghaïa, Aïn Naâdja et à Birtouta. Le secteur de l'habitat prévoit 21 266 unités d'habitation pour l'année 2013. Seulement, «la distribution de 14 019 unités sera reportée jusqu'à la finalisation des 58 établissements scolaires, primaires moyens et secondaires», précise-t-on.

Photo : Samir Sid

La wilaya d'Alger a alloué 70,719 milliards de dinars pour 2012.

Autres projets en perspective : la réalisation de trois marchés couverts à Boumaâti, Sidi M'hamed et Belouizdad. Dotés d'une enveloppe de 500 millions de dinars, ces trois hauts lieux de commerce permettront la création de 2 350 postes d'emploi.

Bénéficiant d'une enveloppe globale de 177,305 milliards de dinars pour le quinquennat (2010-2014), la wilaya d'Alger a alloué 70,719 milliards de dinars pour l'année 2012. Une enveloppe qui a, d'ailleurs, permis le lancement de plusieurs chantiers. Le bilan de 2012 indique que des parkings sont en réalisation, notamment dans les communes d'El-Biar, Hydra, Kouba et Sidi M'hamed. Ceci outre l'extension du métro d'Alger et du tramway.

L'année 2012 a été marquée aussi par la réception de 13 429 unités d'habitation sur les 40 000 programmées à Alger pour le quinquennat 2010-2014.

Rym Nasri